gares des chemins de fer, et le nombre des hommes qui y ont reçu des soins ; nous ne voulons point ici citer de chiffres, un tableau d'ensemble manquant au rapport. Nous trouvons également énumérés tout au long, pour les divers pays de l'Allemagne, pour chaque province et même pour chaque ville, les hôpitaux et lazarets établis, le nombre de malades qu'ils pouvaient contenir, le nombre de journées, et les dépenses que ces soins ont nécessitées. Les trains d'évacuation, dits *trains sanitaires*, les colonnes de volontaires envoyées sur le théâtre de la guerre, le Bureau central de renseignements, les cures de bains et les cures climatériques, et mêmes les soins et les secours donnés aux invalides et aux orphelins ; tout est successivement passé en revue. Nous regrettons que l'étendue de ce document nous force à nous borner à des indications aussi générales, mais nous croyons que les chiffres de recettes et de dépenses cités dans notre précédent article parlent plus éloquemment que beaucoup de détails de ce qu'a fait le Comité central allemand.

Le rapport n'a omis personne, et il a voulu consacrer aussi un chapitre aux secours fournis par les pays neutres. On rend ici pleine justice aux efforts du Comité international de Genève, et à l'Agence instituée par lui à Bâle ; l'on se plaît à reconnaître les services éminents rendus aux deux nations belligérantes, et la parfaite impartialité dont a fait preuve l'Agence dans la répartition des dons, soit en nature, soit en argent, qui ont été distribués par son intermédiaire. Le rapport mentionne aussi le dévouement des nombreux médecins suisses qui ont consacré leurs services au soin des blessés, la plupart d'une manière absolument désintéressée, et témoigne sa reconnaissance à ceux qui ont dirigé, dans certaines villes de l'Allemagne, de grands lazarets.

Enfin, des annexes (tableaux synoptiques de toutes sortes, documents, statuts, etc.), et une carte de l'Allemagne et de toutes les localités françaises où le Comité a étendu son activité, complètent cet intéressant rapport.

INSTRUCTION POPULAIRE SUR LA CONVENTION DE GENÈVE.

Nous extrayons du rapport du Comité central allemand la note suivante, qui résume brièvement et clairement tout ensemble les

prescriptions de la Convention de Genève, et que le Comité de Berlin avait répandue dans l'armée allemande en 1870, lors de son entrée en campagne.

« La Croix rouge en champ blanc doit son origine à l'initiative d'hommes de cœur qui, dans l'année 1863, se sont réunis à Genève, dans le but d'adoucir autant que possible le sort des militaires blessés ou malades.

« Leur action ne resta pas sans résultat et produisit la Convention de Genève de l'année 1864, qui a fait sentir son influence bénie dans les guerres des années 1864 et 1866 ; cette Convention a été élargie et améliorée d'une manière notable en 1868. Tous les Etats européens ont adhéré à la Convention de 1864, et si tel n'est pas encore le cas pour les articles additionnels de 1868, cependant les *deux* puissances qui sont maintenant aux prises et se combattent, sont convenues d'observer pendant la guerre non-seulement la Convention du 22 août, mais encore les articles additionnels de 1868.

« Voici quel est le principe fondamental : l'ennemi blessé, devenu incapable de combattre, n'est plus un ennemi, mais est recommandé à notre secours s'il en a besoin. Les *places de pansement, ambulances, lazarets de campagne, lazarets de réserve, hôpitaux militaires, etc.*, sont *neutres* (c'est à dire inviolables, et doivent être épargnés de toute façon) aussi longtemps qu'il s'y trouve des malades et des blessés, à moins qu'ils n'y soient gardés et défendus par une force militaire. Conformément à cela, sont inviolables non-seulement les blessés et les malades qui s'y trouvent, mais aussi les médecins qui y sont occupés, les garde-malades et les infirmiers, le personnel sanitaire, d'intendance et d'administration qui leur est attaché, de même que les membres des sociétés de secours aux militaires blessés et malades en campagne, dès qu'ils portent le brassard blanc à croix rouge et qu'ils sont munis d'attestations prouvant qu'ils sont autorisés à porter ce brassard. Toutes ces personnes ne doivent être ni violentées ni faites prisonnières, mais de leur côté elles ont le *devoir de demeurer auprès des blessés et des malades, même lorsque les lazarets sont pris et occupés par les ennemis*. Il ne peut donc plus se faire que des malades et des blessés, comme cela devait arriver autrefois dans certaines

circonstances, soient abandonnés sans secours médicaux et autres. Les soldats blessés et malades sont reçus dans les lazarets par leurs amis et par leurs ennemis. On accordera chez nous les mêmes soins aux blessés et malades français qu'aux nationaux ; réciproquement, les soldats qui tombent blessés entre les mains de l'ennemi sont soignés, et ensuite, autant que les circonstances le permettent, lors même qu'ils sont capables de continuer leur service, renvoyés dans leur patrie après guérison, plus tôt même si faire se peut, sous la condition toutefois de ne plus porter les armes pendant la durée de la guerre.

« Les transports de malades et de blessés en dehors des lazarets jouissent d'une semblable neutralité.

« Le matériel des places de pansement, des ambulances, des lazarets de campagne et des autres établissements qui suivent les troupes sur le champ de bataille pour en enlever les blessés, est également *neutre*, et ne doit être ni pris, ni emmené par l'ennemi. Il en est autrement du mobilier des lazarets militaires permanents, et des convois de matériel, qui restent comme autrefois soumis aux lois de la guerre, et peuvent faire partie du butin.

« Berlin, le 25 juillet 1870.

« Pour le Comité central de secours aux militaires blessés et malades en campagne,

« R. DE SYDOW. »

B A D E

OBSERVATIONS DE M. BLUNTSCHLI.

M. le professeur Bluntschli de Heidelberg vient de publier, sur la dernière guerre, deux articles sous le titre de : « *remarques sur le droit des gens pendant la guerre franco-allemande*, » dans le *Jahrbuch* du Dr Franz von Holtzendorff de Berlin. L'auteur consacre une partie de son travail à l'examen de la Convention de Genève ; aussi en dirons-nous quelques mots.